

## En Guyane, les orpailleurs « volent toutes nos richesses »



Photo aérienne d'un site d'orpaillage clandestin, prise à Maripasoula, en Guyane, au mois de septembre. PARC AMAZONIEN DE GUYANE

○

## Laurent Marot

Les Amérindiens du haut Maroni dénoncent la recrudescence des mines d'or clandestines

### REPORTAGE

MARIPASOULA (GUYANE) - correspondance

**M** *i wani kouaiki* » (« je veux du mercure »). La commande est passée en aluku tongo, la langue du peuple « noir marron » du haut Maroni, dans l'un des nombreux commerces de la rive surinamaïse du Maroni, qu'on appelle « libres-services ». Le commerçant chinois prend une petite bouteille sous sa caisse. Il verse le liquide argenté dans un gobelet posé sur une balance électronique, puis

dans une bouteille vide de soda local. Deux cents grammes de mercure pour 50 euros : un achat rapide, sans contrôle, d'un produit toxique qui a la faculté d'amalgamer l'or sur les sites d'orpaillage, où le métal est extrait de la roche ou du lit des rivières. Le Suriname a pourtant ratifié en 2018 la convention des Nations unies de Minamata, censée réguler, à terme, ce commerce.

Autorisé au Suriname, interdit sur l'autre rive, le mercure est utilisé par les chercheurs d'or clandestins dans le parc amazonien de Guyane – un des parcs nationaux français –, polluant les cours d'eau et s'accumulant le long de la chaîne alimentaire sous forme de méthylmercure. Plus de la moitié des Amérindiens du haut Maroni, dans l'ouest de la Guyane, présentent des taux d'imprégnation supérieurs au seuil maximum défini par l'Organisation mondiale de la santé.

Depuis dix ans, ces « libres-services » se sont implantés sur la rive surinamaïse du fleuve frontalier, en face de Maripasoula, une commune forestière de 14 000 habitants qui s'étend sur deux fois la superficie de la Corse, à cinquante minutes d'avion de Cayenne et deux jours de pirogue de Saint-Laurent-du-Maroni. Gérés le plus souvent par des ressortissants chinois, ces magasins alimentent l'orpaillage légal au Suriname et illégal dans le parc amazonien. A la mi-septembre, lors d'un survol de quatre jours de la plus grande zone protégée française (34 000 km<sup>2</sup>) le parc a recensé 145 chantiers clandestins, + 10 % par rapport au survol de janvier, le 3<sup>e</sup> chiffre le plus élevé en douze ans de comptage.

Dans une note interne, le parc précise que « *l'activité illégale poursuit son développement en dépit des adaptations du dispositif et d'un accroissement des efforts (...) de la lutte contre l'orpaillage clandestin* ». Sur le Maroni, « *Maripasoula et Papaïchton sont très lourdement impactées avec près de 75 % des sites illégaux* », indique la note. « *L'activité logistique située juste en face explique cette situation, avec un approvisionnement des sites clandestins très facile depuis le Suriname* », analyse Arnaud Anselin, directeur adjoint du parc.

Par exemple, à Awara Soula, en pays amérindien, « *du fait de la logistique venant du Suriname, détaille la note du parc, la réactivation des chantiers est immédiate après les destructions* » opérées régulièrement par les militaires. Le document décrit des atteintes écologiques majeures : à Papaïchton, sur la rivière Grand Abounami, « *trois chantiers équipés de moteurs 4 cylindres poursuivent leur travail de destruction de cette crique en cœur de parc* ». Sur le site de Saint-Jean, en bordure du parc, « *trois montagnes sont sinistrées, et occupées par les orpailleurs illégaux présents par centaines* ». « *La crique Saint-Jean n'est qu'un fleuve de boue* », constate la note.

## « On n'est pas en sécurité »

A Maripasoula, 1 200 Amérindiens Wayana et Teko vivent dans six villages en amont du « bourg », le centre de la commune. Près des villages de Taluhen et Twenké, au lieu-dit Yaoupasi, au Suriname, se trouve un village de commerçants à l'entrée d'une piste menant vers des mines. Dans le magasin principal, du matériel pour l'orpaillage, des cosmétiques et de grands réfrigérateurs et congélateurs contenant de la bière et des poulets. Au bord de l'eau, des dizaines de fûts de carburants, et deux grandes barges d'orpaillage.

Le 1<sup>er</sup> novembre, à quelques kilomètres, un braquage a fait au moins deux morts et deux blessés sur une mine surinamaïse, selon un Amérindien habitant près des lieux. « *On est inquiet* », explique Mataliuku Aloiké, une jeune mère de famille de Twenké, de passage à Yaoupasi. « *Il y a beaucoup de camps de Brésiliens [venus pour l'orpaillage], on n'est pas en sécurité, ça empire chaque jour* », ajoute-t-elle.

Sur la rive guyanaïse, un drapeau français flotte au milieu du village de Twenké, près de la maison du Gran Man Twenké Amaïpoti, chef coutumier des Amérindiens Wayana. En cette fin novembre, avec les autorités coutumières du haut Maroni, il reçoit une délégation du Fonds mondial pour la nature (WWF) France. « *Les orpailleurs brésiliens veulent la guerre, ils nous volent nos richesses, nos cultures, ils tuent les animaux* », déplore le Gran Man. « *Les commerces chinois se sont installés près de chez nous, avec toute la logistique pour les*

*orpailleurs brésiliens*, indique Kawet Sintaman, « capitaine » (chef) du village de Taluhen. *Quand les militaires français détruisent leurs moteurs, les clandestins s'arrangent avec les Chinois pour récupérer du matériel, en échange de leur or. »*

Pour le capitaine Toko Toko, chef du village d'Elahé, *« ces commerçants sont les piliers du système, ils avancent le matériel pour que les Brésiliens travaillent, puis ils partagent les bénéfices »*. Un autre chef dénonce la corruption de certains policiers surinamais en poste sur l'autre rive : *« Comme leur salaire ne dépasse pas 200 euros par mois, ils se font payer en or pour laisser passer les orpailleurs. Ça peut aller jusqu'à 50 grammes d'or (2 000 euros) pour une pirogue chargée. »* Des chefs coutumiers dénoncent aussi *« l'inutilité »* du parc, réclament des interventions plus musclées des forces de l'ordre et le retour d'un poste militaire français près du village.

*« Si l'Etat nous donnait des armes, beaucoup d'habitants seraient prêts à combattre les orpailleurs »,* assure Kawet Sintaman. Le WWF s'engage à porter leurs doléances au plus haut niveau de l'Etat. *« 2020, c'est l'année de la biodiversité et la France a pris un rôle de leadership mondial en termes de protection de la nature. La Guyane doit être l'espace où on le décline dans la pratique,* argumente Véronique Andrieux, directrice générale du WWF France. *Pour cela, il faut plus de coopération transfrontalière avec le Brésil et le Suriname, pas seulement au niveau militaire, mais aussi judiciaire et douanier ».*

Le WWF, implanté de longue date en Guyane, au Suriname et au Guyana, doit lancer, en 2020, un programme pour favoriser l'élimination progressive du mercure dans ces deux derniers pays. L'association veut montrer qu'une activité minière sans mercure est possible – à l'image de celle qui est légale en Guyane – et proposera des protocoles de suivi de la contamination des populations et de la biodiversité.

## **Mission à risques**

En mars, le Suriname a annoncé la suspension des patrouilles conjointes avec les Français sur le Maroni, à la suite d'opérations françaises de lutte contre l'orpaillage clandestin, fin 2018 et début 2019. Le Suriname a estimé que la dernière d'entre elles avait été menée sur un îlet lui appartenant, ce que nie la France. Autre sujet de discorde : depuis juin, des barges d'orpaillage géantes travaillent côté Suriname sur des portions de forêts défrichées, générant une forte pollution dans le fleuve Maroni, notamment à Papaïchton. Le 18 octobre, Marc Del Grande, le préfet de Guyane, a rencontré à Paramaribo, la capitale du Suriname, la ministre des affaires étrangères du pays. *« J'ai remis des photos de sites pour dire qu'il fallait que ça cesse »,* indique-t-il.

*« J'ai senti des interlocuteurs qui avaient envie de progresser sur le sujet. Il y a peut-être aussi une question de moyens du côté surinamais... Mais nous avons la possibilité d'être les moteurs de cette coopération, dont nous avons besoin pour faire baisser le nombre de barges sur le Maroni »,* ajoute Marc Del Grande. Le Suriname a désigné deux interlocuteurs dans les ministères et à la présidence pour échanger des informations policières. La reprise des patrouilles communes et, à terme, la possibilité de créer un centre de coopération policière à Saint-Laurent-du-Maroni ont aussi été *« évoquées »*. Côté guyanais, face à l'augmentation des sites clandestins dans le parc amazonien, le dispositif a été *« adapté »* avec *« un effort sur le verrouillage des flux logistiques »*, indique le préfet. Plus de quatre cents militaires et une centaine de gendarmes sont engagés en permanence dans la forêt guyanaise sur cette mission à risques : le 17 juillet, à Papaïchton, trois militaires sont morts et un autre a été grièvement blessé au fond d'un puits d'orpaillage qu'ils devaient détruire à l'explosif, victimes d'émanations toxiques.

Dans une lettre adressée le 20 novembre au président de la République, le député guyanais Gabriel Serville (Gauche démocrate et républicaine) pointe *« le manque de moyens humains, matériels et financiers consacrés à ces opérations »* et *« l'inefficacité de la coopération régionale »*, qui *« font craindre pour l'efficacité de la lutte contre l'orpaillage clandestin à moyen et long terme »*.

